

**Non classifié**

**GOV/PGC/GF/A(2009)1**

Organisation de Coopération et de Développement Économiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**30-Apr-2009**

**Français - Or. Anglais**

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL  
COMITÉ DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE**

**Annule & remplace le même document du 30 avril 2009**

## **Forum mondial sur la gouvernance publique**

**CONSTRUIRE UN MONDE PLUS SAIN: OUTILS ET BONNES PRATIQUES POUR ENCOURAGER  
UNE CULTURE D'INTÉGRITÉ**

### **PROJET D'ORDRE DU JOUR**

**4 et 5 mai 2009  
Centre de conférences de l'OCDE  
Paris, France**

*Le Forum mondial sur la gouvernance publique est organisé en coopération avec l'Office national de l'intégrité, Pays-Bas.*

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec Virginia Tortella, courriel : [virginia.tortella@oecd.org](mailto:virginia.tortella@oecd.org) ou téléphone : +33 (0)1 45 24 96 29.

**JT03263871  
Ta 91550**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format



**GOV/PGC/GF/A(2009)1  
Non classifié**

**Français - Or. Anglais**

## INTRODUCTION

Le Forum passera en revue les problèmes qui se posent aux décideurs et examinera des solutions modernes pour renforcer l'intégrité, la transparence et la responsabilité dans l'administration, et répondre ainsi aux attentes du XXI<sup>e</sup> siècle.

La crise financière mondiale est une épreuve pour les autorités publiques. Celles-ci jouent un rôle capital dans la conception et la mise en œuvre des mesures contre la crise. En ces temps difficiles, l'intégrité des agents publics, comme celle de la prise de décision, fait l'objet d'une surveillance permanente et tout manquement peut nuire à la confiance du public dans l'administration. On demande de plus en plus aux pays de s'investir à l'appui d'une culture de l'intégrité, de la transparence et de la responsabilité au sein des organisations du secteur public afin d'entretenir la confiance et d'assurer aux entreprises des conditions équitables.

### *Objectifs*

Le Forum favorisera le dialogue sur les problèmes d'intégrité entre tous les pays membres et non membres de l'OCDE, et sera l'occasion de mettre en commun l'expérience acquise, en particulier sur les questions suivantes :

- Comment mettre en place un cadre d'intégrité solide qui favorise une culture de l'intégrité dans les organisations du secteur public ? Quels en sont les éléments constitutifs et comment assurer leur fonctionnement cohérent ?
- Quels sont les instruments, les bonnes pratiques et comment les promouvoir ? Quelles sont les conditions d'efficacité de leur application ?
- Quels enseignements les autorités ont-elles tirés de l'évaluation des risques de corruption ou de conduite contraire à l'éthique, particulièrement dans le contexte de la crise financière ?

### *Organisation et méthode*

Le Forum commencera par une **séance plénière d'ouverture** pour s'attacher aux grands défis et définir des méthodes et des stratégies qui servent l'intégrité par des mesures en faveur de la gouvernance, afin notamment de renforcer la transparence et la responsabilité de l'administration.

Les **séances en ateliers parallèles** offriront de larges possibilités de dialogue dirigé sur les principaux éléments constitutifs du cadre d'intégrité, notamment :

- Les instruments, les méthodes, l'organisation et les bonnes pratiques pour construire un *cadre d'intégrité* cohérent ; et
- Le *ciblage des domaines à risque de corruption*, en particulier à l'interface des secteurs public et privé, par exemple les marchés publics ou les conflits d'intérêts.

Les participants confronteront leurs expériences des difficultés existantes et naissantes, des stratégies et des solutions originales visant à développer une culture d'intégrité dans les organisations du secteur public. Les participants seront invités à examiner des instruments et les conditions de leur efficacité dans les différents contextes nationaux.

Chaque séance en atelier commencera par de brefs exposés d'expert sur les expériences nationales pour ouvrir la voie à un libre échange de vues sur les principaux aspects du thème de l'atelier. On s'attachera tout particulièrement à étudier des expériences concrètes de différents points de vue portant sur les contextes sociopolitiques et administratifs pour mieux comprendre les conditions de la réussite.

En séance plénière, les modérateurs feront rapport sur les principales conclusions des ateliers. Lors de la séance de clôture, un débat en table ronde avec différents experts mettra en lumière les résultats et les conclusions pour proposer des mesures de suivi. La clôture du Forum sera suivie d'une réception sans formalisme offerte à tous les participants.

### ***Résultats escomptés***

Les participants au Forum trouveront des enseignements sur la conception et la mise en œuvre de méthodes efficaces à l'appui de l'intégrité dans divers contextes nationaux. Ces connaissances aideront les responsables à réexaminer et à moderniser les stratégies et les méthodes existantes qui visent à favoriser l'intégrité et à empêcher la corruption. Les participants pourront retrouver les conclusions des séances en ateliers et les conclusions générales dans une publication à paraître à l'automne 2009.

Sur la base des échanges de vues, les participants se mettront d'accord sur le cadre d'analyse intégré, les bonnes pratiques et les instruments utiles, en particulier le Cadre d'intégrité de l'OCDE et le Catalogue de l'UE des pratiques intéressantes. Ceux-ci pourraient aider les décideurs et les praticiens à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des pratiques d'intégrité cohérentes dans divers contextes. Ces documents sont ouverts aux contributions qu'y feraient les décideurs, les praticiens et les universitaires pour devenir des "documents vivants" et tenus à jour.

### ***Participants***

Cette manifestation réunira des fonctionnaires, des praticiens et des experts de haut niveau chargés des politiques et des pratiques de l'intégrité et de prévention de la corruption dans les pays de l'OCDE, de l'UE et dans les pays non membres, notamment :

- Les observateurs permanents auprès du Comité de la gouvernance publique, à savoir le Brésil, le Chili, l'Égypte, la Slovaquie et l'Ukraine ;
- Les représentants des pays candidats à l'adhésion qui ne sont pas encore observateurs permanents auprès du Comité de la gouvernance publique, à savoir l'Estonie, Israël et la Russie ;
- Les représentants des pays partenaires de l'engagement renforcé qui ne sont pas encore observateurs permanents auprès du Comité, à savoir la Chine, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et les pays d'Asie du Sud-Est ;
- Certains pays d'Europe du Sud-Est (par ex. la Croatie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie), d'Amérique latine (par ex. l'Argentine et le Pérou) et d'Asie (par ex. la Malaisie, le Pakistan, Singapour).
- Les pays de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord qui participent à l'Initiative OCDE-MENA, à savoir le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Liban, l'Autorité nationale palestinienne, la Jordanie, la Syrie, les Émirats arabes unis, le Yémen, le Qatar, le Bahreïn, l'Irak et la Mauritanie.

De plus, quelques experts représenteront la société civile, le monde universitaire et les entreprises (par ex. le BIAC, la TUAC, l'Initiative *Partnering Against Crime* (partenariat contre la criminalité) du Forum économique mondial) ainsi que des organisations internationales (par ex. la Banque mondiale, l'ONUDC, le PNUD, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, le Conseil de l'Europe, l'Organisation des États américains, l'ARADO).

### ***Notes de référence et documentation***

Les documents de la réunion, notamment le programme et les notes de référence des séances en ateliers seront mis à la disposition des participants inscrits. On trouvera aussi, avant la manifestation, de

plus amples informations et d'autres documents sur le site Web du Forum mondial : [www.oecd.org/governance/globalforum/Integrity2009](http://www.oecd.org/governance/globalforum/Integrity2009).

***Langues***

Les langues de travail du Forum seront l'anglais et le français, avec interprétation simultanée dans les deux langues lors des séances plénières et des séances en ateliers parallèles.

***Lieu de réunion***

Paris, France, Centre de conférences de l'OCDE.

***Date***

Les 4 et 5 mai 2009, juste avant la session du Comité de la gouvernance publique.

## Projet de programme

### 4 mai, séance du lundi matin

09:00 Enregistrement

09:30 **Séance d'ouverture** – observations liminaires et allocutions inaugurales :

Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

Roos van Erp-Bruinsma, Secrétaire général, Ministère de l'Intérieur et des relations au sein du Royaume, Pays-Bas

Siim Kallas, Vice-président de la Commission européenne chargé des affaires administratives, de l'audit et de la lutte anti-fraude

José Antonio Viera-Gallo Quesney, Ministre, Secrétariat général de la Présidence, République du Chili

10:45 *Pause café*

11:15-13.00 **Deux séances en ateliers thématiques parallèles**

#### **Atelier 1. Les principaux éléments pour bâtir un Cadre d'intégrité cohérent**

Cet atelier sera l'occasion de mettre en commun l'expérience acquise sur les moyens de réunir un ensemble cohérent d'instruments, de méthodes, de modalités d'organisation et de facteurs favorables en vue d'établir un Cadre d'intégrité cohérent dans les organisations du secteur public.

Les participants confronteront leurs données d'expérience sur la modernisation des règles de conduite des agents publics, par exemple la révision des codes de conduite, les actions de sensibilisation et le renforcement des compétences pour application aux tâches quotidiennes. Les échanges de vues porteront aussi sur les méthodes de contrôle visant à renforcer la discipline, ainsi que les rapports sur les affaires de corruption et la protection des dénonciateurs.

#### **Atelier 2. Mécanismes vulnérables et évaluation des risques de corruption**

Cet atelier permettra d'examiner les stratégies, les méthodes et les instruments visant à repérer les risques de corruption dans les organisations du secteur public. L'évaluation des risques est au cœur d'un Cadre d'intégrité solide, qui permette de saisir les points faibles et les incitations à la corruption, et de définir les moyens de faire face aux risques reconnus.

Des exposés mettront en évidence le point de vue des institutions supérieures de contrôle et des organes centraux chargés de l'intégrité pour livrer les enseignements de première main tirés de la pratique quotidienne des solutions efficaces qui s'offrent aux vérificateurs et aux gestionnaires.

13:00 *Déjeuner*

## Séances de l'après-midi en ateliers parallèles

14:00-15:30 **Deux ateliers thématiques parallèles**

### **Atelier 3. Le Cadre d'intégrité : les bonnes pratiques**

Cet atelier sera l'occasion de passer en revue et de mettre en évidence les bonnes pratiques qui visent à favoriser l'intégrité et à empêcher la corruption, et d'examiner les conditions de leur efficacité.

Les bonnes pratiques mises en évidence viendront enrichir le Catalogue des pratiques intéressantes élaboré par les États membres de l'UE en étroite coopération avec l'EUPAN. Le catalogue servira les échanges de vues visant à comprendre les conditions d'une mise en œuvre efficace.

On examinera aussi des mesures de suivi qui permettraient d'étudier les différentes possibilités de mettre régulièrement à jour le catalogue afin qu'il devienne un document vivant qui donne une liste d'exemples pour promouvoir efficacement l'intégrité dans les organisations du secteur public.

### **Atelier 4. Les domaines à risque : les marchés publics**

Cet atelier sera l'occasion de faire le point de l'application des instruments d'action visant à empêcher la corruption à tous les stades de la passation des marchés publics, de la définition des besoins à la gestion des contrats et au paiement, en passant par les procédures d'appel d'offres.

Les participants examineront les moyens d'accélérer la mise en œuvre des *Principes de l'OCDE pour renforcer l'intégrité dans les marchés publics* par un effort de transparence, de responsabilité et de contrôle. Ainsi, les participants seront invités à envisager de nouveaux instruments pratiques et à donner des orientations pour élaborer un manuel complet à l'usage des acteurs chargés de préserver l'intégrité des contrats, par exemple les agents chargés des marchés publics, les autorités de la concurrence ou les organismes donateurs.

15:30 *Pause café*

16:00 **Séance plénière** pour les rapports des ateliers et l'examen des conclusions

17:25 Conclusions de la première journée

17:45 *Réception offerte aux participants par les Pays-Bas*

**5 mai, Séance de la matinée**

09:15-11:00 **Deux ateliers thématiques parallèles**

**Atelier 5. Le Cadre d'intégrité : évaluer la mise en œuvre et l'impact**

Lors de cet atelier, les participants confronteront leurs efforts pour évaluer la mise en œuvre des mesures en faveur de l'intégrité et leur impact.

Les participants feront notamment le point des données disponibles sur les mesures visant à encourager une culture de l'intégrité et à empêcher la corruption dans les organisations du secteur public. Les échanges de vues permettront de définir les données et les repères dont les décideurs et les responsables de l'action publique doivent disposer pour suivre les progrès réalisés.

**Atelier 6. Les domaines à risque : éviter les conflits d'intérêts dans le contexte de la crise financière**

Cet atelier sera centré sur les nouvelles formes de conflits d'intérêts et se penchera en particulier sur les difficultés naissantes, par exemple la prévention des conflits d'intérêts dans l'emploi d'anciens agents publics. Le passage continu d'agents du secteur public au secteur réglementé, notamment les institutions financières, fait que l'on se préoccupe de réviser les pratiques existantes. Les participants seront invités à confronter leurs expériences des pratiques actuelles, ainsi que les propositions nouvelles, tendant par exemple à renforcer la transparence au moyen d'obligations déclaratives des décideurs aux niveaux national, infranational et supranational.

11:00 *Pause café*

11:30 **Séance plénière** pour les rapports des ateliers et débat sur les conclusions dirigé par la Présidence.

12:45 Conclusions du Forum

13:00 *Réception offerte aux participants par le Comité de la gouvernance publique*